



Imaginons la France d'après

ACCUEIL | TOUT SAVOIR SUR L'UMP | SITE DES FEDERATIONS | E BOUTIQUE | LIENS | BLOGS | ECRIVEZ-NOUS

Ok

Accueil > S'informer > Discours > Nicolas Sark...

S'informer

Actualités
Agenda
Communiqués
Point presse
Tribunes
Interviews
Discours
Newsletter
Publications
Les statuts

Débatte

Projet 2007
Conventions
Dossiers
Exprimez-vous

Agir

Faire campagne
Donner
Parrainer
Adhérer

Discours

Nicolas Sarkozy à Rouen

Nicolas Sarkozy
Président de l'Union pour un Mouvement Populaire

Rouen - Mardi 24 avril 2007



[Le prononcé](#)

Mes chers amis,

Le peuple français s'est exprimé. On le disait fatigué et il s'est levé. On disait qu'il n'attendait plus rien de la politique et jamais sa participation n'a été aussi forte. On disait que le peuple français était devenu conservateur et il a choisi le changement. On disait le peuple français prisonnier du passé et il préfère l'avenir. On disait que le débat ne l'intéressait plus et, justement, le peuple a choisi le débat. On disait que le peuple ne croyait plus en la France et il a suffi qu'on lui parle davantage de la France pour qu'il reprenne goût à la politique. On disait que le peuple de France n'avait plus d'ambition pour lui-même et le peuple de France a montré qu'il était bien décidé à ne laisser personne décider à sa place. Le peuple français est un peuple libre. La démocratie française est de retour.

Le peuple de France est un grand peuple qui veut continuer à écrire lui-même son histoire.

Le peuple de France a compris, au plus profond de lui-même, l'importance de l'enjeu présidentiel. Il a compris qu'il était temps de décider, qu'il était temps de choisir, que la France ne pouvait plus attendre, qu'elle avait déjà trop attendu. Il a voulu le débat le plus clair, le plus tranché.

Il a voulu, c'est le choix des Français, le débat entre deux projets de société et deux conceptions de la politique.

Le peuple français veut choisir son destin, et il veut le faire en toute connaissance de cause.

En se détournant des extrêmes et en se rendant massivement aux urnes, le peuple français n'a pas exprimé sa confiance retrouvée dans le système politique, il n'a pas voulu dire qu'il était moins inquiet de son avenir, il n'a pas voulu dire qu'il était moins révolté, moins en colère contre ses élites.

La France du non ne s'est pas dissoute dans la France du oui. La France qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse, elle ne pourra pas s'en sortir, la France qui a peur du déclassement, la France qui vit dans l'angoisse, la France qui n'a pas assez de pouvoir d'achat, la France qui n'en peut plus de la violence et de l'insécurité, cette France exaspérée, cette France qui souffre, elle n'a pas disparu, elle est toujours là.

Ce vote du premier tour, qui est une victoire pour notre démocratie, n'exprime pas un contentement, il n'exprime pas une satisfaction, il exprime une attente, il exprime une exigence. Voici ma lecture du premier tour de l'élection présidentielle.

Oui, le peuple de France a exprimé une exigence, une exigence forte, une



Sélectionnez...



exigence que nul ne peut ignorer, à laquelle nul ne peut se dérober, une exigence à laquelle je veux répondre.

Dimanche dernier, le peuple français a dit qu'il voulait un vrai débat, alors, ce débat nous le lui devons, dans la clarté, dans la sincérité et, peut-être par-dessus tout ce qui est une valeur du centre, dans la dignité.
Dimanche dernier, le peuple français a dit qu'il voulait espérer encore. Ne pas répondre à cette demande d'espérance serait désastreux pour notre démocratie.

Le peuple veut qu'on l'écoute et il veut qu'on lui réponde.
C'est à lui, au peuple de France, que je veux parler et non aux appareils.
C'est à lui, au peuple de France, que je veux m'adresser et non aux partis.
C'est au peuple français dans son ensemble, dans sa diversité d'origines, d'opinions, de croyances, de conditions, que nous devons une attention, une écoute et des réponses.

Le but de la politique, c'est le bonheur du peuple, pas celui des appareils.
Le but de la politique, c'est de servir son pays, pas de servir son parti.
Je ne me suis pas présenté à l'élection présidentielle pour faire gagner mon parti.
Je me suis présenté à l'élection présidentielle parce que j'avais la conviction que je pouvais apporter quelque chose à la France et aux Français. Car le président de la République, c'est l'homme de la nation, ce n'est pas l'homme d'un parti.
Je me suis présenté à l'élection présidentielle parce qu'ayant tout reçu de la France, lui devant tout, je voulais lui donner à mon tour ce que j'avais reçu.

J'ai dit : « Je veux faire gagner la France et les Français ».
Madame Royal a dit : « Je veux faire gagner le Parti Socialiste ». C'est toute la différence entre elle et moi.

J'ai dit que je me sentais en tant que Français aussi l'héritier de Blum et de Jaurès.
Monsieur Hollande a répondu : « C'est une captation d'héritage. » On n'avait jamais vu Monsieur Hollande défendre l'héritage avec autant d'ardeur. Je souhaite qu'il le fasse pour vous comme il le fait pour lui.

J'ai parlé de Guy Môquet, ce jeune Français fusillé par les Allemands à dix-sept ans et demi pour faits de résistance.
Madame Buffet a hurlé : « Je vous l'interdis ! » Parce qu'à ses yeux ce n'était pas un jeune Français, mais d'abord un jeune communiste. C'est toute la différence entre Madame Buffet et moi. Elle voit un communiste là où je vois un Français.

J'ai dit : « Il n'y a qu'une seule histoire de France. »
Les socialistes ont protesté qu'il y avait une histoire de France de droite et une histoire de France de gauche.

J'ai dit : « Il n'y a qu'une seule France. »
La gauche a objecté : « Il y a une France de droite et une France de gauche. »

J'ai dit : « Il n'y a qu'un seul peuple français. »
La gauche a décrété qu'il y avait un peuple de gauche et un peuple de droite.

Cette gauche qui ne veut pas rassembler les Français parce qu'elle veut les diviser, elle veut les opposer, elle raisonne encore comme au temps de la lutte des classes. Cette gauche est insupportable lorsqu'elle prétend avoir le monopole de la justice et de la générosité. Cette gauche-là est sectaire. La France n'a pas besoin de sectarisme.
Le sectarisme, c'est le contraire de la République. La République, c'est la tolérance.

Cette gauche croit plus aux étiquettes qu'aux convictions.
Moi je crois plus aux convictions qu'aux étiquettes. Je le dis d'ailleurs à mes amis de l'UDF. Ils sont les bienvenus parce que nous avons besoin d'un grand rassemblement. Je ne demande à personne de renier son identité quand il nous rejoint. Chacun de ceux qui nous rejoint le fait en toute liberté. Vous êtes des femmes et des hommes libres. Moi, je suis libre aussi et c'est pour cela que notre rassemblement sera celui de tout le peuple de France. Parce que nous nous respectons.

Cette gauche négocie les alliances, elle négocie les ralliements, elle négocie avec l'extrême gauche, avec les trotskistes, ensuite, elle négocie avec les communistes, elle négocie avec les Verts. Puis, elle rêve de négocier avec le centre. En fait, elle rêve de l'époque des combinaisons partisans, de l'époque de la Troisième Force, de la IVe République, où les partis s'arrangeaient entre eux sans les électeurs, où les partis faisaient leur petite cuisine entre eux. Comme il serait plus facile de faire de la politique, pensent-ils, si les électeurs n'existaient pas.

Voilà le spectacle que l'on nous prépare à gauche.

Cette gauche hésite entre la gauche de Guy Mollet et celle de François Mitterrand. Elle voudrait n'avoir pas à choisir entre l'alliance à gauche et l'alliance au centre. Elle voudrait contenter à la fois le trotskiste, le communiste, l'écologiste, le chevènementiste, le socialiste, le radical de gauche et le centriste. À l'arrivée, elle mécontentera tout le monde parce qu'elle n'a voulu choisir aucune ligne stratégique claire. La France a besoin d'une politique de la clarté.

Une telle coalition ne pourrait pas être une force de proposition puisque ceux qui y participeraient ne seraient jamais d'accord sur rien, ne seraient jamais capables de travailler ensemble et de construire ensemble.

Une telle coalition ne pourrait être soudée que par la seule volonté de s'opposer. Mais de s'opposer à quoi ?
De s'opposer à des idées ? Mais lesquelles ? Et au nom de quels principes, de quelles valeurs, puisqu'ils n'ont rien en commun ?
La vraie question ce n'est pas à quoi veulent-ils s'opposer, mais à qui ? Le Parti Socialiste rêve d'un front qui serait constitué non contre mes idées, contre mon projet, mes convictions, mes propositions, mais uniquement contre ma personne. Parfois, je me demande, si je n'existais pas, peut-être auraient-ils pris le soin de m'inventer, je suis tellement utile à leur unité.

La diabolisation tient lieu d'argument.

La diabolisation remplace le débat.

Cette diabolisation éviterait d'avoir à défendre ses idées, ses convictions, ses propositions. À quoi bon avoir un projet, puisque le seul projet, c'est la diabolisation.

On constitue ainsi le front commun des haines, des intolérances et du sectarisme. Ce front commun-là, la France n'en a pas besoin.

Qu'ils essayent, les socialistes, si c'est leur façon de concevoir la politique.
Qu'ils essayent, s'ils n'ont pas l'impression en le faisant d'avilir la démocratie.
Qu'ils essayent, s'ils sont convaincus que la fin justifie les moyens.
Qu'ils continuent, avec leurs appels du pied, leurs clins d'œil et leur main tendue.

Moi je pense qu'un pays qui vote à 85% de participation mérite mieux que ça. Je pense que la fonction présidentielle exige plus de dignité dans le comportement politique.

Je pense que la démocratie exige plus de clarté dans le débat.

Je pense que la fin ne justifie pas tous les moyens.

Je pense qu'en politique, il y a aussi une morale, le mot « morale » ne me fait pas peur, et que la crise actuelle de la politique est d'abord imputable à la crise de la morale en politique. Quand il n'y a plus de morale, il n'y a plus de vraie politique.

Je pense que les Français attendent autre chose de la politique que les coups bas et les attaques personnelles.

Je pense que les Français, qui se débattent dans les difficultés et qui souffrent de la dureté de la vie, sont en droit d'exiger d'autres comportements de leurs dirigeants politiques.

Je pense que les Français ne sont pas dupes de telles stratégies, qu'ils sont attachés au débat d'idées, qu'ils ne veulent pas que l'on se moque d'eux et que, par-dessus tout, ils veulent qu'on les respecte.

Ce n'est pas une comédie l'élection présidentielle. Ce n'est pas un théâtre d'ombres. C'est un choix grave, important, que de choisir celui ou celle qui guidera la cinquième puissance du monde.

Je veux respecter les Français. Je veux leur parler de mes idées, de mes convictions, de mon projet. Je veux aller à leur rencontre. Je veux les écouter. Je veux partager leurs joies, leurs peines, leurs douleurs. Je veux comprendre la peur et l'angoisse. Je veux donner de l'espérance. Comment donner de

l'espérance si l'on ne comprend pas.

C'est la ligne que je me suis fixée depuis le début de cette campagne. Je n'en changerai pas. Je continuerai de ne pas répondre aux attaques personnelles, aux insinuations et même aux caricatures. Je ne chercherai pas à constituer des coalitions artificielles. Je ne négocierai pas de compromis qui serait contraire à mes convictions, aux engagements que j'ai pris et pour lesquels plus de onze millions de Français m'ont fait confiance au premier tour. C'est une responsabilité, je ne les trahirai jamais.

J'irai vers le peuple et non vers les partis, vers les plus humbles et les plus modestes et non vers les plus puissants et les plus connus. J'irai à la rencontre du peuple comme celui qui veut cesser d'être l'homme d'un parti et qui aspire à devenir l'homme de la nation.

C'est ce que je suis venu faire ici aujourd'hui à Rouen. Loin des coulisses du pouvoir et des tractations d'état-major. Loin des marchandages, qui ne seraient respectueux pour personne. Je suis venu à la rencontre du peuple français parce que c'est lui seul qui décidera le 6 mai de son destin et de celui de la France. C'est cela que j'avais envie de vous dire.

J'ai été porté au premier tour par le peuple. Si je gagne, je veux gagner grâce au peuple, c'est la seule chose qui m'importe, être compris du peuple français. Non pas des partis, non pas des élites, non pas de la classe politique, du peuple de France. Voilà mon projet politique ! Je comprends que cela puisse gêner. Je comprends que cela puisse surprendre. Depuis le temps que je lis les journaux et que j'écoute le nombre d'erreurs que je fais.

Heureusement que je me suis beaucoup trompé dans cette campagne, parce qu'où nous serions nous retrouvés si nous avions eu raison ? Il est venu le temps de vous dire une chose : je n'ai pas peur du jugement du peuple français. Je m'engage dans cette campagne totalement. Je m'engage tel que je suis, avec les convictions qui sont les miennes. Je respecterai chacun, mais que l'on ne me demande pas de changer. Je défendrai mes idées avec la sincérité et l'authenticité dont je suis capable.

Je suis venu à Rouen, et à Rouen, comment ne pas penser à Corneille, son enfant le plus célèbre ? Comment être à Rouen et ne pas penser au Cid, à Horace, à tous ces héros qui nous ont tant appris quand nous étions enfants sur la grandeur de l'homme et sur la dimension tragique de la vie ? Comment être à Rouen, penser à Corneille, à Horace et au Cid et ne pas songer à ce qu'un peu plus d'intégrité morale et de grandeur d'âme pourraient apporter à la politique dans notre pays ? La morale, ce n'est pas démodé dans la France de 2007. Voilà un message politique que je souhaite promouvoir. Comment être à Rouen et ne pas penser à Flaubert ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne d'Arc ? Comment être à Rouen et ne pas penser à cette jeune fille innocente de 19 ans, seule devant ses juges ? Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne sur son bûcher, criant le nom de Jésus au milieu des flammes tandis que, selon les témoins du temps, « dix mille hommes pleuraient »... Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne d'Arc qui prit les armes pour sauver la France lorsqu'elle sût « la pitié qu'il y avait au royaume de France » ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à ce que Michelet disait de Jeanne : « Souvenons-nous toujours, Français, que la patrie chez nous est née du cœur d'une femme, de sa tendresse, de ses larmes, du sang qu'elle a donné pour nous » ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à ce que Barrès disait de Jeanne : « Etes-vous catholique ? C'est une martyre et une sainte que l'Eglise met sur les autels. Etes-vous royaliste ? C'est l'héroïne qui a fait consacrer le fils de Saint Louis par le sacrement de Reims. Pour les républicains, c'est l'enfant du peuple. Enfin, pour les socialistes, ils ne peuvent oublier qu'elle disait : « J'ai été envoyée pour la consolation des pauvres et des malheureux. » Jeanne dépasse tous les partis, nul ne peut la confisquer. Jeanne, c'est la France. Voilà ce que je tenais à dire, ici, à Rouen.

Mais, je pose une question : comment, et je le dis à nos amis de la droite républicaine et du centre, avons-nous pu laisser Jeanne d'Arc confisquée par l'extrême droite pendant si longtemps ?

Oui, mes chers amis, la faute ne vient pas toujours des autres. Je veux regarder le passé de la droite républicaine et du centre avec lucidité. Si d'autres se sont emparés de Jeanne et des valeurs qu'elle représente, c'est parce que nous n'avions pas eu le courage de défendre ces valeurs et de nous emparer de cette personne qui représente la France. Oui, c'est cela.

Comment, pendant si longtemps avons-nous pu laisser confondre le patriotisme, qui est l'amour de la patrie, avec le nationalisme, qui est la haine des autres ?

Avec Jeanne d'Arc finit le temps de la chevalerie et commence celui de la nation. La grand Michelet, encore, disait : « En elle apparurent à la fois la Vierge et déjà la patrie ». C'est magnifique.

Et Malraux quand il vint à Rouen en 1964 commémorer sa mort eut cette phrase inimitable, qui exprime mieux qu'aucune autre ce qu'elle représente presque inconsciemment pour l'idée que les hommes se font de la France : « O Jeanne sans sépulcre et sans portrait, toi qui savais que le tombeau des héros est le cœur des vivants, peu importe tes vingt mille statues, sans compter celles des églises : à tout ce pour quoi la France fut aimée, tu as donné ton visage inconnu ».

Nous sommes les héritiers d'un grand pays qui a de grands écrivains. Quand Malraux parle de Jeanne, on est fier de la France et des Français.

J'en entends déjà dire : mais pourquoi reparler de cette vieille histoire ? Il y en a toujours qui ne comprennent rien, alors un petit coup de « stabilo boss » et ça va mieux...

Je vais le dire : Si un candidat à la présidence de la République française ne parle pas de la France, de quoi devrait-il parler ? Et quand on parle de la France, si l'on ne parle pas de son histoire, c'est que l'on ne connaît rien à la France, donc pas qualifié pour la représenter. Voilà la vérité.

Mais, je vais aller plus loin, parce qu'à Rouen, on a le droit de se faire un petit plaisir. Je vais vous dire une chose du plus profond de mon cœur et ne voyez critique à personne, je veux simplement essayer de faire réfléchir la droite républicaine et le centre.

Si l'on en parlait plus de Jeanne d'Arc c'est parce qu'il était devenu presque impossible de parler de la France. Ou peut-être parce que l'on avait pris tellement l'habitude de la dénigrer qu'il était devenu impossible d'évoquer celle qui lui avait donné son plus beau visage, qui était un visage de pureté et d'innocence.

Nous avons abandonné Jeanne d'Arc non parce que nous avons honte d'elle, mais parce qu'un grand nombre avait fini par avoir honte de la France, de son histoire et de ses valeurs.

La France ne pouvait pas être sainte puisqu'elle était chargée de tous les péchés de la Terre. Voilà l'erreur historique qui a conduit un certain nombre d'entre nous pendant des années.

C'est conscient de cela que j'ai voulu remettre la France au cœur de la politique française parce que c'est le dénigrement et l'affaiblissement de la nation qui attisent le nationalisme.

C'est l'incapacité croissante de la nation à protéger qui nourrit l'exaspération sociale.

C'est l'affaiblissement de l'identité française qui nourrit la crispation identitaire.

Qu'est-ce que la France sinon une idée de l'homme, du respect qu'on lui doit, des droits que nul ne peut lui retirer ?

Qu'est-ce que la France sinon un combat multiséculaire pour la dignité de la personne humaine et pour sa liberté ?

Qu'est-ce que la France sinon une culture qui se veut l'héritière de toutes les cultures qui dans le monde ont apporté quelque chose à l'idée d'humanité ?

Qu'est-ce que la France sinon la foi dans la capacité de l'homme à s'améliorer ?

Qu'est-ce que la France sinon cet effort continu pour faire la synthèse de ce qu'il y a de plus grand et de plus beau dans les hommes, sinon cet intercesseur unique entre ce qu'il y a de singulier dans chaque homme et ce qu'il y a d'universel dans tous les hommes, entre le sentiment de chacun et la raison de tous ?

C'est cela la France.

La France, c'est un art, c'est une culture, c'est une manière d'être et de penser.
La France, c'est la pensée claire, c'est la raison, c'est l'esprit des Lumières.

C'est aussi 2000 ans de christianisme, 2000 ans de civilisation chrétienne. Je n'ai pas l'intention de renier cet héritage chrétien dans l'histoire de France. Je sais, cela ne se fait pas. Trop tard, c'est fait.

La France, c'est Saint Denis, c'est Reims, c'est Domrémy, c'est le Mont Saint-Michel.

La France, c'est Dieu sorti de la pénombre du sanctuaire où l'art roman l'avait enfermé pour être offert à la lumière des cathédrales. Cathédrales qui font la fierté des villes.

La France, c'est la morale laïque qui incorpore 2000 ans de valeurs chrétiennes.

La France, c'est le respect de toutes les religions. C'est l'universalisme et c'est l'humanisme.

Cette culture est une part de nous-mêmes, nous n'avons pas le droit de la renier, nous avons le devoir de la transmettre à nos enfants.

Je veux que l'école redevienne un lieu de transmission de la culture.

Je veux qu'à l'école on enseigne aux enfants les grands auteurs. Il n'y a pas qu'Harry Potter, même si je n'ai rien contre, je l'ai lu aussi.

Et je le dis pour que les choses soient claires. Nul ne peut faire le tri dans la culture française que l'on doit enseigner dans les écoles et les collèges. Nul ne peut exiger la censure d'un grand auteur parce qu'il heurte ses convictions philosophiques ou religieuses.

Voltaire, pour ne citer que lui, continuera si je suis élu à être enseigné dans les écoles françaises et ceux à qui cela ne plaît pas ne sont pas obligés de résider sur le territoire de la République française.

Oui, Voltaire, je n'ai pas l'intention de le négocier, parce que Voltaire dans l'histoire et la culture de la France, ça compte. Voltaire doit continuer à être dans les programmes des examens, il continuera à être joué librement dans les théâtres qui le souhaitent et je ne tolérerai pas que quiconque tente de s'y opposer par la violence. *

Parce que pour moi la liberté de l'esprit c'est la première valeur de la culture française et la première qualité de l'intelligence humaine. Si nous voulons une société de liberté, si nous voulons contribuer à faire de nos enfants des hommes libres, si nous voulons former des âmes libres, il nous faut protéger et encourager la liberté, et que reste-t-il de la liberté si les fanatiques peuvent menacer de mort les professeurs de philosophie, interdire les caricatures et mettre Voltaire à l'index ?

Ce n'est pas acceptable sur le territoire de la République française.

Alors, nous allons faire les choses simplement et les dire clairement.

Celui qui ne veut pas respecter les valeurs de liberté de la France, n'est pas obligé de rester en France. Que cela soit entendu.

Celui qui ne veut pas respecter notre conception de l'homme, celui qui récuse l'humanisme, celui qui récuse l'usage de la raison, celui qui veut abolir l'héritage des Lumières et celui de la Révolution, celui qui ne veut pas reconnaître que la femme est l'égal de l'homme, celui qui veut cloîtrer sa femme, obliger sa fille à porter le voile, à se faire exciser ou à se marier de force, celui-là n'a rien à faire en France et il doit savoir que s'il reste, les lois et les principes de la République s'appliqueront à lui comme à n'importe quel autre citoyen. La France a des valeurs sur lesquelles nous ne négocierons jamais.

Et que l'on ne vienne pas me dire que le respect c'est être faible avec les fanatiques. La démocratie n'a pas à être tolérante avec les fanatiques et les extrémistes. Nous respectons chacun mais nous demandons que l'on respecte notre pays, notre législation, nos valeurs, notre histoire, nos traditions. Que cela soit entendu aussi.

La République, c'est la compréhension mutuelle, le respect de l'autre et la solidarité pour tous.

La République, c'est la liberté de chacun garantie par la liberté de tous.

C'est l'égalité des droits pour tous garantie par les devoirs de chacun.

J'entends beaucoup parler des droits, j'aimerais que l'on parle également des devoirs. Un citoyen est celui qui assume ses devoirs.

La République, c'est la souveraineté de l'individu garantie par la souveraineté

du peuple.
C'est l'espérance de la justice.
C'est la volonté générale exprimée par la loi.
C'est l'Etat impartial. Idée sur laquelle je ne transigerai pas et qui passe par des nominations impartiales que j'accepterai parce que fondées sur la compétence et non sur la connivence. Je veux une République irréprochable.

La République, c'est la foi dans la raison, dans l'Homme et dans le progrès.
C'est le mérite.
C'est la vertu civique comme fondement de la citoyenneté.
C'est la propriété et son respect comme conditions de la liberté.
C'est le service public comme condition de l'égalité de tous les citoyens, quelque soit leur rang, quelque soit leur handicap, quelque soit le territoire où ils vivent.
C'est l'éducation comme condition de l'émancipation.

La République fraternelle, c'est celle de Mirabeau et des droits de l'homme, celle de Victor Hugo et des « Misérables », celle de Jules Ferry et des instituteurs, celle de Jaurès et des dreyfusards, celle du Général De Gaulle et des Français libres.
Nous sommes les héritiers de tous ceux qui dans l'histoire ont porté haut les idées de nation et de République quel que fût leur parti. Le sectarisme ne fait pas partie de notre patrimoine idéologique.

La France a affronté tant d'épreuves, surmonté tant de drames, qu'elle s'est forgée un caractère, une personnalité dont la force a souvent étonné le monde.
La France de toujours, la vraie France, celle qui s'inscrit dans une longue histoire, celle qui est la somme de tous ces destins individuels, ne peut pas mourir parce que chacun d'entre nous veut qu'elle vive.
La France, dont tous ceux qui se sont battus pour elle de génération en génération ne savaient au fond qu'une chose c'est qu'ils ne voulaient pas la perdre, parce qu'ils sentaient que c'était ce qu'ils avaient de plus précieux à transmettre à leurs enfants, parce qu'ils comprenaient qu'en se battant pour elle ils se battaient pour eux, parce qu'ils avaient au fond de leur cœur le sentiment que ce lien mystérieux les rattachait à une destinée commune exceptionnelle à la grandeur de laquelle chacun avait sa part.

J'affirme qu'on affaiblit la République quand on cherche à abaisser l'autorité de l'Etat.
On affaiblit la République quand on dénigre la nation.
On affaiblit la République quand on soutient ceux qui violent la loi, ceux qui squattent le bien d'autrui, ceux qui veulent avoir tous les droits sans respecter les droits des autres. Ce n'est pas cela la République, je ne serai pas ce président de la République.

On affaiblit la République quand on s'efforce par tous les moyens de ruiner la morale de l'effort et du mérite.
On affaiblit la République quand on transforme le citoyen en assisté, quand on confond l'égalité avec l'égalitarisme, la solidarité avec l'assistanat.
On affaiblit la République quand on la livre aux corporatismes et aux clientélismes, quand on l'abandonne aux communautarismes.

A ceux qui veulent l'ordre sans le mouvement, je dis que la République est un idéal de progrès, et que dans un monde qui change la République immobile est vouée au déclin.
A ceux qui veulent le mouvement sans l'ordre, je dis que le désordre prépare toujours le triomphe de la loi du plus fort, qui est le contraire de la République.

Je veux dire que la République n'est pas un modèle figé pour l'éternité mais un projet toujours inachevé, un élan du cœur et de l'esprit, un idéal de civilisation et d'humanisme, un rêve de fraternité et d'universalité.
Je veux dire que la République, depuis deux siècles, c'est une continuité de principes.
Je veux dire que la République de Ferry et de Gambetta n'était pas celle de Danton. Elle fut tour à tour girondine, jacobine, libérale, anticléricale, sociale, radicale... Mais, toujours, elle s'affirma dans la guerre et dans la paix en combattant pour le même idéal.

Pourquoi ai-je voulu remettre la France à l'honneur ? Parce que je pense que la repentance est une mode exécrable dont je vous demande de lui tourner le dos. Je n'accepte pas cette mode de la repentance.
Les adeptes de la repentance veulent ressusciter les haines du passé en

exigeant des fils qu'ils expient les fautes supposées de leur père.

Je suis de ceux qui pensent que la France n'a pas à rougir de son histoire. La France a inventé les droits de l'Homme et est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté.

Je suis convaincu que pour un Français, haïr la France, c'est se haïr lui-même. Je suis convaincu que la haine de soi est le commencement de la haine des autres.

Je veux dire que durant la guerre tous les Français n'ont pas été pétainistes, qu'ils y a eu aussi les héros de la France libre et de la résistance, que si certains Français ont dénoncé des Juifs à la Gestapo, d'autres, plus nombreux, les ont aidés au péril de leur vie, que des mères ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants. C'est cela la France, la France éternelle, la vraie France.

Je veux aller plus loin et dire que dans les colonies, tous les colons n'étaient pas des exploiters, qu'il y avait parmi eux beaucoup de gens courageux qui avaient travaillé dur toute leur vie, qui n'avaient jamais exploité personne, qui avaient construit des routes, des hôpitaux, des écoles, qui avaient enseigné, qui avaient soigné, qui avaient planté des vignes et des vergers sur un sol aride, qui ne devaient rien qu'à eux-mêmes, qui avaient beaucoup donné à une terre où ils étaient nés et qui un jour n'ont eu le choix qu'entre la valise et le cercueil. Ils ont tout perdu.

Je demande que l'on respecte ces Français-là parce qu'ils le méritent.

Je veux dire que si la France a une dette qu'elle n'a pas réglée, c'est celle qu'elle a vis-à-vis de ceux qui en Indochine et en Algérie se sont battus pour elle et qui ont dû quitter leur pays pour ne pas être assassinés. Cette dette-là est une dette d'honneur que je réglerai parce que le harki aime la France, ils ont aimé la France, se sont battus pour elle. On n'abandonne pas des femmes et des hommes qui ont aimé la France et qui l'on servie. C'est une affaire d'honneur, ce n'est pas une affaire de politique.

Je veux que la France reconnaisse sa dette, vis-à-vis des harkis et des supplétifs d'Indochine. C'est une question d'honneur et l'honneur pour moi c'est encore une vertu cardinale pour un homme comme pour une nation. Ce n'est quand même pas un crime d'aimer la France, d'avoir cru en sa parole et de l'avoir servie.

On me dit que c'est une vieille et longue histoire, mais à force d'oublier le sacrifice de tous les Français qui ont servis la France, on donne un bien mauvais exemple aux jeunes français, parce qu'ils se disent si un jour on nous demandait de faire les mêmes sacrifices, aurons-nous droit à la même ingratitude ? Voilà pourquoi je veux que l'on honore la voix des harkis, des supplétifs d'Indochine et de tous ceux qui se sont battus pour la France.

J'ai voulu remettre la France au cœur de la politique parce que la crise de l'identité française devenait préoccupante.

J'ai voulu remettre la France à l'honneur dans la politique française, parce qu'on ne peut intégrer personne quand on ne sait plus qui on est. On ne peut pas faire aimer aux autres ce qu'on n'a pas appris à aimer soi-même.

Je veux que l'identité de chacun soit respectée.

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse.

Mais je veux que la politique de l'immigration soit liée à la politique de l'intégration. Et qu'est-ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'être fier d'être français ? Sinon d'avoir ajouté à sa culture d'origine, la culture française ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit, qui enfermerait chacun dans ses origines, ses croyances, son identité, qui ouvrirait la voie à la loi des tribus et à la violence.

J'ai voulu remettre la France au centre du débat politique, parce que l'on ne peut pas s'ouvrir aux autres, on ne peut pas accepter l'échange et le mélange quand on n'est pas sûr de son identité.

On ne peut pas aimer les autres si on ne s'aime pas soi-même. J'ai voulu que l'on reparlât de la France dont on ne parlait plus, parce que dans le monde tel qu'il est, l'homme a besoin de se sentir protégé, et que la première fonction de

la nation, c'est de protéger.

Ce retour est logique. Il exprime la crainte de se retrouver seul face à l'inconnu, face à un monde d'autant plus menaçant que l'on peine à le comprendre tant il change vite.

La nation, c'est l'expression de ce besoin qui grandit de ne pas être seul pour affronter un avenir incertain. C'est l'expression d'un besoin de protection, de solidarité, d'action collective. C'est l'expression du besoin d'être ensemble pour relever un défi dont au fond nous ne savons qu'une chose avec certitude, c'est qu'il est trop grand pour un homme seul.

Voilà pourquoi nous avons besoin de la nation, pour ne pas se sentir seul.

Le retour de la nation que l'on voit partout, alors qu'il n'y a pas si longtemps on nous annonçait la fin des nations, c'est un besoin d'identité et un besoin de politique. Le local, c'est très important mais c'est trop petit. L'Europe, c'est notre avenir mais c'est grand, parfois trop grand et incertain.

Il faut protéger pour mieux inciter à la prise de risque, à l'audace. La protection, c'est la contrepartie d'une société plus ouverte et plus risquée. Je veux que les Français se sentent protégés pour qu'ils acceptent à nouveau de faire preuve d'audace.

La Nation qui protège, ce n'est plus l'Etat Providence des années 70, ce n'est plus l'Etat social d'avant la mondialisation. Ce n'est plus seulement l'Etat qui étendait sans cesse sa protection sociale pour que le monde n'ait plus à subir ce qu'il avait subi lors de la grande crise des années 30.

Mais, au prétexte que l'Etat Providence ne peut plus fonctionner comme il y a quarante ans, il serait désastreux de décréter que l'Etat ne doit plus s'intéresser à l'économie, qu'il ne doit plus jamais intervenir, que le marché a toujours raison et qu'il doit décider seul, qu'il n'y a qu'à laisser faire et laisser passer.

Depuis vingt ans, nous avons déjà trop cédé sous l'effet de notre propre renoncement et même du renoncement de l'Europe.

A une France si éprouvée par les restructurations industrielles et qui continue de payer très cher les conséquences non maîtrisées de la mondialisation, à une France qui demande depuis 30 ans tant de sacrifices aux Français pour faire face à la concurrence et dont chaque succès est un miracle d'énergie et de volonté, je veux dire que je n'accepte pas l'idée d'une désindustrialisation inévitable. Le jour où il n'y aura plus d'usine sur le territoire de France, tout le reste partira.

Je n'accepte pas l'idée d'une France sans usine. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans ouvrier, sans paysan, sans artisan.

Je veux protéger notre industrie, notre artisanat, notre agriculture contre une vision théologique de la concurrence. Le mot protection ne me fait pas peur. J'affirme que le devoir d'un président de la République est de protéger le peuple qui l'a choisi sans être accusé de protectionnisme. Protéger, c'est positif.

Car lorsque les usines seront parties, lorsque l'agriculture aura disparu, lorsque les artisans ne pourront plus vivre, tout le reste partira aussi, parce que les Chinois et les Indiens forment aussi des savants, des ingénieurs, des financiers, des techniciens, parce qu'une fois les ateliers partis, les secrets de fabrication sont plus difficiles encore à préserver, parce que l'innovation se fait toujours au plus près du processus de production.

Si l'on ne fait rien, si l'on continue d'accepter les dumpings sociaux, écologiques, monétaires, fiscaux, si l'on continue à tolérer la concurrence déloyale, l'Europe finira par devenir un désert industriel et un désert agricole avant de devenir un désert économique.

Ne comptez pas sur moi pour accepter cette logique. Je la combattrai de toutes mes forces.

J'ai voté pour l'Euro, j'ai toujours dit oui à l'Europe et à l'Euro, mais regardez ce que l'Euro fait aujourd'hui face au dumping monétaire américain à Airbus. 10 centimes d'appréciation de l'Euro, c'est 1 milliard d'Euros de pertes pour Airbus.

Je suis désolé, nous n'avons pas fait l'Euro pour que l'on ne puisse plus construire des avions sur le sol de l'Europe. Ce n'est pas cela que nous avons voulu et ce n'est pas cela que nous avons fait.

Je ne peux pas accepter d'abandonner des pans entiers du territoire français

qui ont une longue tradition industrielle derrière eux.
Je ne peux pas accepter qu'une masse croissante d'exclus aille s'entasser dans les banlieues des grandes villes et que les emplois s'en aillent à l'autre bout du monde.

Oui, je veux protéger le travail.
Je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour que les dumpings de toute sorte cessent de tirer les salaires vers le bas et de dégrader les conditions de travail. Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi.
Bien sûr, c'est un scandale d'être pauvre parce que l'on n'a pas de travail, mais il est inadmissible d'être pauvre quand on travaille, parce qu'alors, on doit avoir la récompense de son travail et l'on ne doit pas être pauvre. Ce n'est pas la société dans laquelle je veux vivre.

Oui, je me battrai parce que c'est le rôle du président de la République pour que l'on pose l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires. Parce qu'en France, les salaires sont trop bas, les prix trop hauts et les charges sont trop élevées. Et c'est là que se trouve la raison du fait que nous ayons 1% de croissance de moins que les autres. Et comme nous avons 1% de croissance de moins, nous avons plus de chômage.

Je veux être le Président qui moralisera le capitalisme financier. Je veux donner la primauté à la logique de la production sur la logique de la spéculation. Je veux donner la priorité à l'entrepreneur et au travailleur sur le spéculateur et le rentier.
Je veux mettre un terme au scandale que constitue pour moi le fait que l'on explique aux salariés d'une entreprise qu'il faut supprimer 10 000 emplois parce que l'on n'a pas d'argent, alors que le patron qui a conduit cette entreprise dans cette situation part avec un chèque de 8 millions d'Euros. Je n'accepte pas ce capitalisme-là.

Que les choses soient claires. Que l'on gagne beaucoup d'argent quand on crée beaucoup de richesses, parfait. Que l'on gagne beaucoup d'argent quand on conduit son entreprise au succès, parfait. Que l'on gagne beaucoup d'argent quand on investit et que l'on crée des emplois, parfait.
Mais gagner beaucoup d'argent quand on conduit son entreprise à l'échec, je ne l'accepte pas parce que je crois au travail, au mérite, à l'effort, à la récompense, je ne crois pas à la spéculation. C'est la réalité des choses.

De la même façon, je n'accepterai pas plus les parachutes dorés, que je ferai interdire par une loi dès l'été 2007, que je n'accepterai que l'on se serve des plans de stock-options à cinq ou six dans une entreprise de 10 000 salariés, parce que pour moi tous les salariés contribuent à la richesse de l'entreprise, pas quelques uns.

Cela ne me gêne pas d'aller plus loin. Dans le même temps, je veux que l'on favorise le capitalisme familial parce que le jour où plus aucun Français ne voudra investir dans une entreprise, qui donnera du travail à vos enfants ?
Je veux que ceux qui ont un patrimoine, des richesses, puissent les investir en France et cessent de faire la richesse des pays voisins du nôtre, parce que la France doit être accueillante à ceux qui veulent entreprendre, innover, créer, investir. C'est cela la France dans laquelle nous voulons vivre.

Je veux être le Président qui proposera à nos partenaires européens une véritable politique industrielle européenne. On dira que c'est impossible, mais pour la pensée unique tout est impossible.
Je connais ce raisonnement. Quand je suis devenu ministre des Finances en 2004, j'avais le dossier Alstom sur mon bureau.
Un de mes jeunes conseillers, brillant -qui avait été premier partout, une fois second, sûrement un chagrin d'amour, une maladie d'adolescence- me fait une note sur Alstom parfaite. La conclusion était implacable : c'est foutu, fini, il n'y a rien à faire.
Je fais venir ce jeune conseiller et je lui dis que sa note était remarquable. Il en a rosé de plaisir. Mais je lui ai demandé de la refaire, avec juste un détail, la refaire comme si son père était salarié d'Alstom pour voir s'il allait en conclure la même chose, si ce sera pour lui, alors, la même règle et le même raisonnement.

Puis, nous nous sommes battus. Et Alstom qui était fichue, nous l'avons sauvée. Aujourd'hui, Alstom est le plus grand succès en bourse. Savez-vous qu'Alstom a 3 ans de carnets de commande pour l'énergie et deux ans de carnets de commande pour les trains et les métros.

Voilà l'entreprise dont la pensée unique expliquait qu'elle était fichue.

D'ailleurs, je dis à mes amis libéraux, qui, sur le moment, m'ont demandé si je n'avais pas eu de malaise, parce que j'avais fait racheter 22% d'Alstom par l'Etat, une certaine forme de renationalisation. Nous avons acheté des 22% 800 millions d'Euros. L'Etat les a revendus 2,2 milliards deux ans après. Je ne suis pas un idéologue, je veux être un pragmatique. En tout cas je me battraï.

On a martyrisé la Lorraine, en lui expliquant après le drame de la fermeture des mines, que les laminoirs, l'acier, que tout était fichu, fini. Que pour créer de l'acier, il fallait aller ailleurs. On a l'air malin aujourd'hui, avec un prix de l'acier quia doublé, obligés à supplier les Indiens de ne pas faire trop de mal à ce qui reste de production d'acier sur notre pays.

Le marché ne peut pas tout. Il est normal que l'Etat puisse intervenir parce que s'il n'était pas intervenu, jamais la France ne se serait dotée de l'énergie nucléaire.

La France a besoin que l'on juge ses hommes politiques sur le résultat, sur le pragmatisme et sur la volonté.

Alors, il est nécessaire de repenser la protection du travailleur car à trop vouloir protéger les emplois, on ne fait que retarder les évolutions nécessaires et à décourager l'embauche parce que le chef d'entreprise craint d'avoir les mains liées. Notre droit du travail avec toutes ses protections ne protège plus ou alors si mal. Il ne permet plus depuis longtemps d'endiguer la précarité. La protection sociale doit accompagner le changement, non l'empêcher. Elle doit être un facteur de dynamisme, non une cause d'immobilisme, car l'immobilisme fait courir à toute la société un risque bien plus grand que celui du changement.

Nous devons repenser notre protection sociale à partir de deux exigences : éviter la peur qui paralyse, éviter l'immobilisme qui fige l'économie. L'économie a besoin de souplesse. La rupture du contrat de travail par consentement mutuel doit devenir possible sans que le salarié soit privé de ses droits à l'assurance chômage. C'est extravagant, on est obligé de les maquiller en licenciement pour faute, parce que l'on ne peut pas rompre de contrat de travail par consentement mutuel.

Le licenciement pour cause économique doit cesser d'être un parcours du combattant. Il doit être plus facile. Mais l'indemnité de licenciement doit être plus importante et il est impensable qu'au début du XXIe siècle quelqu'un puisse être licencié sans qu'on lui dise pourquoi.

Je souhaite que soit discutée avec les partenaires sociaux, la création d'un contrat de travail unique. Ce contrat unique, qui pourrait être rompu par consentement mutuel, constituerait le cadre commun dans lequel s'inscriraient tous les contrats particuliers, qui forment aujourd'hui un inextricable maquis dans lequel se perdent les droits et les devoirs de chacun et qui alimente le développement sans fin des contentieux. Il serait à durée indéterminée et assorti de droits qui se renforceraient avec le temps.

Dans l'avenir, je suis convaincu qu'il faudra moins protéger les emplois que les personnes, qu'au lieu d'essayer vainement d'interdire les licenciements, ce qui n'a aucun sens, il faudra accompagner les travailleurs tout au long de leur vie active pour éviter les décrochages, pour faciliter les transitions, pour les aider à trouver un emploi et à se reconvertir.

Le contrat de transition professionnelle actuellement expérimenté va dans ce sens. L'assurance que j'ai proposée pour ceux qui touchent des salaires faibles de voir leur rémunération maintenue en cas de chômage. En échange, je demande qu'aucun chômeur ne puisse refuser plus de deux offres d'emploi consécutives correspondant à ses qualifications.

Je veux un droit à la formation tout au long de la vie.

Je veux une allocation formation à partir de 18 ans.

Je veux un accompagnement des parcours individuels, une politique de reclassement des chômeurs plus active, sur le modèle de ce qui se pratique avec succès dans beaucoup d'autres pays.

Il y a quasiment 5 pays en Europe qui ont le plein emploi. En Angleterre, extraordinaire, quand vous êtes chômeur, vous êtes convoqués tous les 15 jours, et quand vous restez 3 mois au chômage, c'est le conseiller spécialisé qui vous convoque pour vous dire que cela ne va pas être possible. Et on lui

trouve un travail. Et celui qui trouve le travail, s'occupe également de l'indemnisation. Et avec ça, il y a 4,3% de chômeurs au Royaume-Uni. Ce que les socialistes anglais ont eu le courage de faire, peut-être bien que la droite républicaine française et le centre pourraient le faire aussi pour avoir le même résultat.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, on y réfléchit depuis vingt ans. Après vingt ans de réflexion, peut-être pourrait-on décider de le faire ? Dans le fond, il n'est pas anormal que celui qui indemnise soit celui qui trouve un emploi, que le chômeur ait un seul interlocuteur pour avoir un bon résultat.

L'aide à la mobilité, la possibilité d'emprunter à taux zéro pour financer un projet professionnel, pour se payer une formation, pour s'acheter un fonds de commerce, le cautionnement public pour ceux qui ont des projets mais pas de garanties personnelles, tout cela contribuera à sécuriser les parcours individuels.

Moi, je veux reconnaître un droit à la formation pour tout le monde. Que devient la mère de famille de 45 ans dont le mari meurt soudainement ou qui divorce ? Elle a élevé ses enfants, elle est toute seule, il faut bien qu'elle les fasse vivre ! Si on ne lui reconnaît pas un droit à la formation, que devient-elle ? On n'est pas fichu à 45 ans quand on a élevé ses enfants ? Cette mère-là, cette femme-là, ne demande pas le RMI, mais d'avoir une formation pour vivre du fruit de son travail.

Moi, je lutterai contre les injustices, mais les vraies !

Je n'accepte pas que le malade ne puisse pas emprunter. Je n'accepte pas cette habitude qui consiste lorsque vous demandez un emprunt à votre banquier, de passer d'abord chez le médecin, c'est curieux ! Voilà qu'on vous examine sous toutes les coutures. On va finir par croire qu'on nous aime ! Alors, si vous êtes jeune, en bonne santé, avec un emploi, vous aurez droit à un emprunt. On vous trouve une maladie et, en plus, vous voulez emprunter ? On vous convoque alors dans le petit bureau pour vous annoncer que ça va s'arranger, juste un détail, ce sera plus cher pour vous parce que les malades doivent payer plus cher. Ça, je ne l'accepterai jamais !

Et il y en a d'autres...

Quand le mari est indélicat, qu'il fraude le fisc et qu'il quitte le domicile conjugal, la femme qui n'y est pour rien, et c'est un scandale, est responsable des dettes fiscales de son mari. Mais, la même femme, si son mari décède, qui était responsable des dettes fiscales de son mari, on va lui demander de payer des impôts sur la succession sur la moitié qui appartenait à son mari. C'est injuste et incohérent. On ne peut pas être comptable devant le fisc et payer un impôt sur le bien du conjoint décédé. Ce n'est pas cela la justice.

Pendant que nous y sommes et j'ai surpris certains de mes amis. Je crois à la famille, je crois au travail. Je n'accepte pas cette idée que lorsque l'on a travaillé toute sa vie, l'on doit payer des droits de succession sur le produit de toute une vie de travail.

Quand j'ai proposé cela, la charge des socialistes a été très virulente, mais n'a duré que deux jours. Parce qu'au bout de deux jours, ils ont eu une révélation. Ils ont lu les sondages et y ont vu que 76% des électeurs socialistes considéraient que lorsque l'on a travaillé toute sa vie, il est normal de pouvoir laisser à ses enfants, le fruit d'une vie de travail.

L'égalité des chances, ce n'est pas de prendre le patrimoine de celui qui a travaillé toute sa vie, mais que l'enfant qui naît dans une famille qui n'a pas de patrimoine ait les mêmes chances de réussir que celui qui naît dans une famille où il y en a un. C'est cela l'égalité des chances.

La France, pour moi, ce sont tous les Français, toutes les villes, tous les quartiers, tous les villages. C'est la France de la mer et celle des campagnes, celle de la métropole et celle de l'outre-mer. C'est une seule et même France, une et indivisible, qui tire le meilleur parti de toutes ses ressources, de tous ses potentiels, de tous ses atouts et de tous ses territoires.

Ce que je vous propose, c'est que nous relevions ensemble, et non pas séparément, le défi de la mondialisation, de cette nouvelle donne

internationale, de cette concurrence impitoyable qui va broyer ceux qui ne se seront pas donnés les moyens de l'affronter.

Ensemble, tous ensemble, nous pouvons réussir à relever ce défi. Séparément nous allons échouer.

En ne changeant rien nous perdrons tout.

En changeant tout ce qui est la cause de nos échecs, nous pourrons préserver et faire fructifier le merveilleux héritage de civilisation et de culture que nous ont légué toutes les générations, qui, pendant des siècles, ont travaillé à faire la France.

Et cet héritage, à notre tour, le moment venu, nous pourrons le léguer à nos enfants.

Mes chers amis, 11,5 millions de personnes ont cru en nous. C'est la première fois, depuis bien longtemps, si je suis élu président de la République, qu'un président de la République aura les moyens de conduire un changement profond.

C'est cela qui est en cause et rien d'autre.

Il vous reste douze jours. Ce combat-là, ce n'est pas le mien, ce combat-là doit devenir le nôtre, celui de chacune et de chacun d'entre vous.

Il s'agit de la France, vous avez un pays et un seul, une patrie et une seule.

C'est à vous de choisir, c'est vous qui ferez que le 6 mai, ce sera la voix de l'avenir ou celle de l'immobilisme.

C'est vous qui devez prendre vos responsabilités, comme tu l'as fait Pierre, comme tu l'as fait André, comme tu l'as fait Gilles.

C'est vous maintenant qui devez choisir. D'un côté le socialisme qui ne veut rien changer, l'immobilisme garanti. Nous n'aurons alors pas de surprises. Vous avez aimé les 35 heures de Lionel Jospin, vous adorerez les 35 heures de Ségolène Royal !

Ne sifflez pas, les 35 heures sont une idée formidable, c'est la seule idée pour laquelle on ne soit pas obligé de déposer un brevet pour la protéger, car personne ne vous la pique, personne ne vous la prend !

Ce débat-là, je vais le conduire, mais j'ai besoin de vous.

J'ai besoin de vous, non pas comme des spectateurs engagés, mais comme des acteurs.

J'ai besoin de vous. Qui êtes vous ?

Vous êtes la majorité silencieuse qui, depuis des années, se désespérait de voir la politique si éloignée de vous.

Vous êtes la majorité silencieuse qui, depuis des années, se dit : mais pourquoi dès que l'on vote pour eux, ils font le contraire de ce qu'ils nous avaient dit avant !

Vous êtes la majorité silencieuse qui ne se reconnaît plus dans ce que l'on entend à la télévision, dans ce que l'on écoute à la radio, dans ce que l'on lit dans les journaux.

Vous êtes la majorité silencieuse, dont une partie d'entre vous s'était retrouvée dans cette impasse qu'est le vote pour les extrêmes. Non pas parce que Le Pen était une espérance, mais parce que, nous, nous avions désespéré des dizaines de milliers de braves gens qui n'en pouvaient plus, se demandant s'il y avait encore du bon sens là-haut !

Vous êtes la majorité silencieuse qui ne devez rien qu'à vous-mêmes, qui n'exigez qu'une seule chose : un avenir, une promotion sociale, pour vos enfants et pour votre famille.

Vous êtes la majorité silencieuse, si vous vous engagez, si vous y croyez, cette majorité silencieuse deviendra la majorité de la France. Et, à ce moment-là, la France s'engagera dans le défi de la mondialisation avec tous les atouts.

Mes chers amis,

Je n'ai plus que deux choses à vous dire, mais je vais vous les dire du fond du cœur.

Je veux dire, ici, à Rouen :

Vive la République !

Et, par-dessus tout :

Vive la France !



Remonter 

[Conventions](#) | [Recrutements](#) | [Liens](#) | [Contacts](#) | [Téléchargements](#)

Union pour un Mouvement Populaire : Adresse : 55, rue La Boétie 75384 Paris Cedex 08
tel. : 01.40.76.60.00 webmaster - Mentions légales - Photos : Marco Pirrone

